

	<p>Local Syndical : CFP DE QUIMPER 3 BD du Finistère CS 31720 29107 QUIMPER Cedex</p> <p>solidairesfinancespubliques.ddfip29@ dgfip.finances.gouv.fr</p>	
Compte rendu de la formation spécialisée du 4 juin 2025		

Déclaration liminaire

En préambule de la Séance, **Solidaires Finances Publiques** dénonce à nouveau les diverses attaques du gouvernement actuel envers les fonctionnaires et accuse le ministre de préférer les économies à la santé des agent.es en choisissant la Start up Alan comme mutuelle obligatoire.

La liminaire est visible sur notre site :

https://sections.solidairesfinancespubliques.info/290/files/290/documents/Formation_Sp%C3%A9cialis%C3%A9e/liminaire_FS_04_06_2025_.pdf

1/ Approbation des PV

5 pv étaient soumis à approbation : 4 relatifs aux séances de Formation Spécialisée de 2024 et 1 du 16 janvier 2025.

Solidaires Finances Publiques a rappelé que les pv doivent être fournis dans le mois qui suit la réunion ! Comment se souvenir des propos des uns et des autres quand la réunion s'est tenue quasiment un an et demi auparavant !!!!! L'occasion est donnée de dénoncer la charge de travail des secrétaires administratifs et de rappeler que la confection du pv ne figure dans les prérogatives de l'assistant de prévention.

Pour ces raisons, **Solidaires Finances Publiques** s'est abstenue sur les 4 pv de 2024.

Le Pv de janvier 2025 a été approuvé à l'unanimité.

2/Suivi du plan d'actions contre le radon au CFP de Quimper Pilven

Deux entreprises ont été sollicitées pour effectuer des devis. L'assistante de Prévention présente les travaux envisagés par l'une et par l'autre. Les travaux avoisineraient les 66000€. Selon la Direction, le bon traitement contre le radon est d'améliorer l'étanchéité des murs.

Les travaux pourraient être réalisés en 2 semaines. Il faut impérativement que ces travaux soient réalisés avant la prochaine campagne de mesure du Radon. L'ISST indique que la prévention du radon est un des axes de la note d'orientation.

La Direction nous informe qu'elle dispose d'un budget de 50 000€. il faut trouver les 16 000€ restants. L'ISST indique que des enveloppes pour des projets de grosses importance sont prévues à la FS Ministérielle.

Pour réduire l'inquiétude des collègues de la Trésorerie hospitalière, exposés à des taux anormaux et à qui la direction préconise uniquement le télétravail et l'aération de leurs espaces de travail... **Solidaires Finances Publiques** a proposé le financement de dosimètres, en ayant pris soin de demander en amont l'avis de l'infirmière du travail et de l'ISST. Ces dernières ont répondu favorablement en insistant sur le fait que la fonction des dosimètres doit être bien présentée aux agents. Ces dosimètres n'ont pas vocation à limiter le taux de radon mais bel et bien à permettre aux agents de voir à quel moment aérer si les taux de radon étaient trop élevés.

Le sujet a fait débat.

Solidaires a rappelé que la seule solution proposée aux agents était le télétravail.

Solidaires Finances Publiques a demandé un vote qui s'est soldé par :

4 votes « POUR » et 4 « ABSTENTION »

Solidaires Finances Publiques a demandé l'arbitrage du Président de la Formation Spécialisée, qui a émis un avis favorable au financement de ces dosimètres.

3/Etude du rapport de visite de l'Inspectrice de Sécurité, Santé au Travail sur le site de Carhaix

L'ISST a présenté son rapport.

Elle a souhaité attirer particulièrement l'attention sur la présence d'amiante, déjà notée par le passé, dans des éléments au sous-sol et à l'extérieur du bâtiment dans un état dégradé.

L'ISST a noté la présence de radiateurs supplémentaires d'appoint fournis par la direction, mais aussi par les agents eux-mêmes, au motif que des bureaux restent froids malgré le changement des ouvertures. Elle indique qu'il faut absolument privilégier le matériel fourni par l'administration qui répond à des normes.

Sur les autres préconisations indiquées, le Bil n'étant pas représenté, on ne sait pas si elles ont été réalisées.

Elle a noté que la place avec l'indication pmr était effacée. L'assistante de prévention propose que la formation spécialisée finance l'acquisition d'un pochoir pour refaire l'indication. Les membres de la FS votent « pour » le financement du pochoir mais demandent que la peinture soit financée par la Direction.

4/5/6/Présentation des rapports de visite de la Délégation Formation Spécialisée

Solidaires Finances Publiques présente les 3 compte-rendus mais déplore l'absence d'un représentant du BIL. Solidaires Finances Publiques demande au Responsable du Pôle Ressources si les préconisations matérielles présentées dans les rapports ont été réalisées. Il ne sait pas.

Solidaires Finances Publiques demande qu'à l'avenir, lorsque des préconisations matérielles sont indiquées, un retour du Bil des actions réalisées au fur et à mesure soit fait.

A/ Site de Concarneau

La Visite a eu lieu le 3 décembre 2024 et réalisée dans la continuité de la première visite qui s'était déroulée en juillet 2024 avant l'installation de la Trésorerie Amendes en septembre 2024.

Le site est maintenant composé du service Recouvrement de Rosporden et de Concarneau Amendes.

La délégation a relevé qu'une bonne partie des préconisations de la précédente visite ont été réalisées. Quid des nouvelles ?

La Responsable du Pôle Gestion publique indique qu'un échange a eu lieu avec le centre de Contact d'Epinal, et que la situation devrait s'améliorer. Des effectifs ont été rajoutés pour permettre le traitement plus intense des caisses de courriers et des retours avec la mention « NPAI »

Le Responsable du Pôle Ressources profite de la présentation de rapport pour indiquer qu'une médiation de conflit va être mise en œuvre concernant l'ambiance de travail à Concarneau Amendes. Cette médiation, qui est actuellement en cours de préparation se déroulera en 5 phases :

1°/ Phase de présentation aux agents, aux RH et la division Etat, Aux acteurs de prévention, et aux membres de la FS

2°/ Entretiens préparatoires avec les agents qui seront individuels et confidentiels et sur un terrain neutre.

3°/Entretiens collectifs ou individuels.

4°/ La finalisation de la médiation.

5°/ En cas de réussite , un suivi est mis en place avec signature d'une charte.

Solidaires Finances Publiques rappelle que cette médiation est à l'initiative d'une agente alors même que notre organisation avait alerté plus en amont. Solidaires Finances Publiques accueille favorablement cette initiative mais estime qu'elle arrive trop tard, sachant que nous sommes déjà début juin, et qu'en septembre il y aura peut-être des départs suite au mouvement de mutation local.

Solidaires Finances Publiques indique que la mauvaise ambiance de Concarneau Amendes à un impact négatif sur les collègues du Recouvrement du SGC de Rosporden, qui connaissent eux aussi diverses problématiques : les nombreux appels, les nombreux mails émanant de Rosporden concernant les courriers arrivés au SGC entre autres...

Solidaires Finances Publiques rappelle qu'une enquête administrative est également en cours pour ce service.

B/ Site de Rosporden

La Visite a eu lieu le 3 décembre 2024 et est réalisée dans la continuité de la première visite qui s'était déroulée en juillet 2024 avant l'arrivée de nouveaux agents passant les effectifs à une vingtaine d'agents.

Le site n'est clairement pas prévu pour accueillir autant de personnes, il y a donc un manque criant de places. La délégation a constaté que l'ambiance acoustique notamment dans la partie recette est mauvaise. Sans compter la charge de travail qui a augmenté pour les uns et les autres.

Solidaires Finances Publiques indique au Président de La Formation spécialisée que l'appel d'offre concernant les travaux du bâtiment qui accueillera le SGC, vient d'être lancé le 26 mai 2025, pour une durée de travaux prévue à 12 mois. On peut donc malheureusement craindre que le nouveau bâtiment ne soit livré que fin 2026 voire début 2027.

La Direction nous indique avoir d'autres informations de la part de la mairie qui laisserait penser à une installation courant juin 2026.

Solidaires Finances Publiques émet de sérieuses réserves aux propos avancés et communique à l'ensemble des participants l'appel d'offre paru dans les journaux le 26 mai dernier.

La Direction émet à nouveau l'éventualité de supprimer les accueils durant les campagnes ir et d'avis.

Solidaires Finances Publiques lui rappelle que les agents y sont fortement opposés, et que les premiers lésés seraient les usagers.

C/ Sie de Quimperlé

La délégation a noté une bonne ambiance générale. Les collègues avaient souligné une ambiance acoustique moyenne à l'époque due aux appels téléphoniques, mais que cela devrait s'améliorer avec la prise en charge des appels par le Centre de Contact des Professionnels.

La délégation avait remarqué une nouvelle fuite au plafond, malgré une réfection de la toiture par une entreprise extérieure.

L'assistante de Prévention a indiqué que cette entreprise a été contactée. Cette dernière est à nouveau intervenue. A voir maintenant si cela suffit.

Le sujet qui inquiète les agents actuellement est le projet d'installation de la gendarmerie dans les locaux du CFP de Quimperlé, avec notamment l'impossibilité d'utiliser les issues de secours et les sanitaires. De plus le parking actuel n'est pas assez grand pour accueillir de nouveaux véhicules

Le Responsable du Pôle Ressources a indiqué que cette installation générerait plus de travaux pour la partie DDFIP que pour la partie Fiscale.

Solidaires Finances Publiques ajoute que cette installation serait provisoire le temps que la nouvelle gendarmerie soit livrée, et qu'une fois de plus c'est aux agents de la DGFIP d'en pâtir.

Il est rappelé que pour le moment rien n'est acté.

7/Installation des bornes wi-fi sur les autres sites du département

A l'instar de ce qui a été installé dans la salle de réunion Simone Veil au Sterenn et dans la salle de réunion de Chateaulin, la Direction envisage d'installer de nouveaux boîtiers Wi-Fi sur différents sites du département dans des salles de formation ou de réunion.

Il est précisé au travers des différents rapports que les ondes émises par ce genre de système sont bien moindres que les ondes émises par les téléphones portables.

Toutefois, une surveillance est demandée pour les personnels ultrasensibles aux ondes (personnes avec des dispositifs médicaux, femmes enceintes).

Les membres de la formation spécialisée ont émis un avis favorable.

8/Questions diverses

1°/ Procédure d'enquête dans un service.

Un service fait actuellement l'objet d'une procédure d'enquête concernant une alerte qui avait été déposée à la suite d'une visite FS. Depuis un questionnaire anonyme à destination des agents, et une réunion collective ont été faits. Il ressort des éléments recueillis que le service est perturbé depuis l'absence prolongée du chef de service. Un groupe de travail qui va permettre d'établir le rapport et clore l'enquête, va se tenir le 25 septembre 2025.

La Direction recherche la personne qui pourrait prendre l'intérim du service de façon durable.

2°/ **Solidaires** souhaite rappeler qu'elle avait demandé un point sur l'inclusion des collègues porteurs de handicap dans notre administration et évoque le cas d'une collègue qui a demandé sa mutation dans un autre département, car sa situation n'avait pas été prise en compte par les encadrants. La collègue reste amère sur le manque d'accompagnement et de considération témoigné à son égard dans notre département .

3°/ **Solidaires Finances Publiques** souhaite porter à la connaissance de la Direction, la prise en charge des femmes enceintes dans le département. A l'heure où le réseau Femmes DGFIP est développé, on se rend compte que les futures mamans sont trop souvent oubliées.

La maternité n'est pas une maladie , mais peut entraîner des désagréments comme la fatigue et/ou des nausées. **Solidaires Finances Publiques** demande que les personnes concernées puissent poser du télétravail ou un congé sans qu'on leur oppose la nécessité de service de rester en présentiel.

De plus, les futures mamans bénéficiant d'une réduction horaire , arrivent souvent plus tard, et la plupart du temps les places de parkings sont déjà toutes occupées, obligeant les agentes à stationner plus loin. **Solidaires Finances Publiques** demande donc la possibilité de réserver certaines places de stationnement au plus proche lorsque l'occasion se présenterait.

La Direction abonde la proposition et indique que la consigne va être passée aux RH et au Bil dès que la déclaration de grossesse sera déposée.

3°/Les Prochains travaux :

- test des casques à réalité virtuelle par les représentants de la FS le mardi 8 juillet 2025 ;
- Un Groupe de travail immobilier et budget se tiendra le jeudi 25 septembre 2025 après midi ;

- La prochaine FS est prévue le mardi 30 septembre 2025 ;
- Une visite de délégation FS est programmée au Centre de Contact des Particuliers à Brest le jeudi 2 octobre 2025, au SGC de Morlaix et Centre de Contact des Professionnels de Morlaix le jeudi 9 octobre 2025.

Pour toute question, remontée..., n'hésite pas à contacter les élu.es de **Solidaires Finances Publiques**.

Titulaires			Suppléant.e.s		
HAMON Béatrice	SDIF Quimper	02 98 10 33 66	DELON Stéphane	Equipe EDR	02 98 98 36 38
LE MESTRE Sandra	SIP Brest	02 98 00 30 42	PARENT Rudy	PCRP Quimper	02 98 98 54 09
BACHEROT Sylvie	PCRP Quimper	02 98 98 54 10	BEUF Jérôme	CDC Morlaix	06 10 14 34 41
LICHOU Jacques	PCRP Brest	02 98 00 91 00	BELLON Myriam	SGC ROSPORDEN	02 98 55 81 50